

ORAN

Journée de protestation des 109 employés de l'Enaditex

Les travailleurs de l'Enaditex, direction régionale ouest ont observé lundi matin un arrêt de travail de deux heures, de 10 h à midi. Selon les représentants des travailleurs de l'unité d'Oran, les 109 travailleurs répartis à travers les unités de Aïn-Témouchent, Mostaganem, Taret, Chlef et Oran ont tous répondu à l'appel.

Le recours à cette action de protestation est motivé par la non-perception des salaires par les travailleurs depuis 10 mois, en plus de leurs arriérés estimés à environ 400 millions de centimes.

Sur place, au niveau des locaux commerciaux situés à la place du 1^{er} Novembre, des banderoles étaient affichées annonçant l'arrêt de travail de deux heures en précisant le motif de cette protestation qui se veut avant tout « une revendication pacifique dans le but d'attirer l'attention de la direction générale, puisque le dialogue est rompu avec le directeur régional ». Une précédente protestation avait été entreprise par les travailleurs de l'Enaditex au mois de novembre 2006 et avait trouvé écho, nous dit-on, auprès de l'Etat, par le biais d'une instruction émanant du ministère des Participations et de la

Promotion des investissements, qui avait instruit les SGP à payer les arriérés de salaires pour les travailleurs.

A cet effet, une enveloppe financière de 2,2 milliards de centimes avait été débloquée pour payer une partie des salaires des 109 employés de l'Enaditex. Toutefois, nos interlocuteurs nous précisent que les travailleurs ont effectivement perçu sept mois de salaires, seulement ils restent toujours en attente des arriérés à savoir les 400 millions de centimes, ainsi que les dix derniers mois de salaires.

Au sujet des arriérés (les 400 millions de centimes) les syndicalistes et délégués du personnel, se désolent de constater que la somme en question a été utilisée volontairement dans un compte d'exploitation et ceci, disent-ils, malgré les strictes instructions du gouvernement à ne pas utiliser cet argent à d'autres fins. Et d'ajouter avec regret « malgré la réalisation de plusieurs marchés, on se demande à quel effet la direction de l'unité a destiné les bénéfices ? »

Par correspondances interposées au mois de février 2007 entre le directeur régional et les représentants des travailleurs (copies à l'appui) il est clair que le dialogue est rompu et nécessite l'intervention de la direction générale. Ayant demandé à rencontrer le directeur régional, l'on nous signi-

fia qu'il était absent. Aussi, nous reprenons quelques-unes de ses déclarations contenues dans sa correspondance adressée aux syndicalistes et délégués du personnel de la direction régionale d'Oran, datée du 18 février 2007. Il y écrit : « Depuis l'année 2000, l'unité a décidé de cesser de ne plus honorer ses engagements vis-à-vis de ses fournisseurs, ce qui a engendré un cumul d'environ quinze milliards de centimes, ajoutant à cela les créances qui, d'ailleurs, vous le savez très bien, sont d'une manière générale irrécouvrables... et de souligner plus loin : « Mes chers frères, au moins, moi et mes cadres et quelques travailleurs honnêtes malgré les grandes difficultés héritées sans que je m'attarde sur ce dernier sujet, on va à toujours assuré le pain et le lait biens que certains travailleurs ne le méritent pas. »

Tout en dénonçant certains propos blessants et insultants de la part de leur directeur régional, les représentants des travailleurs dénoncent la défaillance de gestion durant les deux dernières années. Malgré cette situation peu confortable, syndicalistes et délégués demeurent optimistes quant à, disent-ils, « un redressement de la situation, qui ne peut se faire sans l'intervention urgente de la direction générale qui est vivement interpellée. »

Amei B.

SORTIE DE LA PROMOTION 2005/2006 DE L'UNIVERSITE DE PERPIGNAN DELOCALISEE A ORAN

En 6 ans, 293 étudiants ont obtenu leurs diplômes

C'est en l'an 2000 que l'université de Perpignan a délocalisé ses formations de 2^e et 3^e cycles universitaires en Algérie. Elle compte, à ce jour, trois importants centres d'études à Oran, Alger et Annaba.

C'est lors d'une cérémonie de remise d'attestations de réussite au profit d'une quarantaine de ses étudiants, organisée lundi dernier à l'hôtel Royal, en présence, du professeur Albert Lourde, doyen de la faculté internationale de droit comparé des Etats francophones et directeur du master en management des PME, que ce dernier nous apprend que depuis la délocalisation de l'université de Perpignan en Algérie, sur les 588 étudiants inscrits 293 ont obtenu brillamment leurs diplômes. Parmi eux, trente

poursuivent des études doctorales. L'université de Perpignan créée en 1940 est l'une des plus anciennes universités de France, en choisissant de s'appeler université de la Via Domitia. Université pluridisciplinaire, elle s'est largement ouverte sur le monde tant par les étudiants qu'elle accueille que par les contacts qu'elle entretient avec les universités au-delà des Pyrénées, au premier rang desquelles les Catalanes, mais aussi au-delà des mers et des océans. Son doyen, M. Albert Lourde, nous dira qu'elle est la

seule faculté en France à délivrer des masters de droit musulman et assure un enseignement de la charia et de l'arabe juridique. « Beaucoup », dit-il, en France comme en Algérie, ne comprennent pas cette idée de délocalisation de l'enseignement, il s'agit de délivrer des diplômes d'Etat français de renommée européenne et cela, dans le cadre d'une nouvelle architecture de l'enseignement supérieur : le système LMD. A Oran, nous avons passé un accord en matière d'infrastructures et de secrétariat avec un organisme nommé Alliantis, Groupement des écoles supérieures de gestion (GESG). Alliantis a pour mission d'appuyer et d'assister les entreprises dans les métiers du management et de l'informatique.

Il est constitué d'un réseau de quatre établissements algériens d'études, de formation supérieure et de conseils, situés à Alger, à Oran et à Annaba : Ecofam Alger, El Qualam Annaba, Progos Alger et Gesco Oran. Proportionnellement,

l'université de Perpignan demeure l'université qui compte le plus grand nombre d'étudiants venant du Maghreb, avec une affluence plus importante d'Algériens ces dernières années. D'où la délocalisation de l'université de Perpignan en Algérie, une première depuis six ans puisque l'expérience était déjà présente au Maroc et en Tunisie.

Pour ceux qui s'y intéressent, il faut savoir que cet enseignement supérieur propose deux grades de maîtrise : professionnelle et de recherche. L'objectif : offrir une formation spécialisée aux étudiants et professionnels appelés à travailler avec les entreprises nationales et internationales implantées en Algérie, ainsi que la formation des cadres aux carrières juridiques liées à la coopération internationale et préparer les étudiants pour l'administration, l'enseignement supérieur et la recherche. La durée des études est d'une année en formation alternée, à raison d'une semaine par mois.

A. B.

MASCARA

L'aménagement urbain au menu du round-up

A travers le round-up effectué par le premier responsable de l'exécutif de la wilaya ce lundi dans la cité de l'émir Abdelkader, il aura surtout été question d'aménagement urbain de certains quartiers ou sites dont l'état des lieux laisse à désirer.

Dans une ville où les espaces verts sont quelque peu en voie de disparition par absence de civisme, mais aussi pour d'autres raisons telle l'avancée du béton ou aussi l'abattage sauvage d'arbres, l'on s'attelle aujourd'hui à reconstituer ce qui peut l'être. C'est ainsi que dans la cité des 400-Logements, il a été consacré une enveloppe de 31 millions de dinars pour son aménagement alors que 650 millions de centimes seront nécessaires pour la réalisation d'espaces verts.

Ce sera pratiquement la même somme qui sera également déagée pour les 614 logements avec notamment des opérations pour le revêtement des routes et autres améliorations de l'éclairage public. La localité de Selatna où vivent environ 3 500 âmes se trouve à 3 km du chef-lieu de commune, Mascara. Il est établi que ses habitants sont confrontés au problème de l'état des routes que certains transporteurs publics ou autres taxieurs refusent parfois d'emprunter. Pour lever cette contrainte alors que des travaux y ont été effectués précédemment, il sera donc procédé à la réhabilitation de la route et son élargissement avec la bagatelle de 35 millions de dinars.

D'autre part, deux tranches de 25 millions de dinars chacune seront débloquées pour la voirie à l'intérieur de Selatna ainsi que pour l'assainissement. Y est également programmée l'amélioration de l'AEP. Sur site, le wali mettra en garde la population sur les tentations de construire illicitement en rappelant les mesures qui ont été prises en citant certains cas. Partout où vous passez vous constatez le peu d'attention que l'on accorde à la chose publique et avec des comportements négatifs quant à sa préservation. A côté de nous, une personne attire notre attention. « Regardez le terrain de football et le grillage saccagé », dira-t-elle. Là aussi, il a été décidé de réaliser des travaux d'aménagement urbain et de renforcer l'AEP. Un représentant de la police de l'urbanisme sera interpellé par le wali, afin d'engager ces procédures nécessaires auprès de la justice toujours contre les constructions illicites. « Vous êtes spectateur alors qu'un citoyen s'est approprié un trottoir pour construire », lancera le wali à l'adresse du maire. Un détour sera effectué par l'ancien siège de l'Edimco qui aura été reconverti en locaux à usage professionnel au nombre de 28. Le quartier de Aïn-Beida sera visité pour la deuxième fois cette année et les 540 habitants se félicitent de l'arrivée du gaz et de l'électricité. Du côté de Sidi-Saïd seront concernés dix sites dans le cadre de l'aménagement urbain. Dix milliards de centimes, tel est le coût de l'ensemble des travaux qui comportent également la voirie et l'éclairage.

Enfin, le dernier point de la visite sera Bab-Ali avec le tracé de la double voie et l'assainissement qui coûteront dix milliards de centimes alors que l'aménagement de la même route est estimé à six milliards.

M. Meddeber

TLEMCCEN

Les services de sécurité dressent leur bilan trimestriel

Les différents services de sécurité de la wilaya de Tlemcen mènent des opérations de grande envergure afin de lutter contre la criminalité dans toutes ses formes et cela conformément à une stratégie arrêtée depuis plus d'un an.

Le bilan trimestriel de l'année en cours élaboré par la direction générale fait état d'une réelle prise en charge en matière de sécurité des biens et des personnes. A cet effet, tous les moyens humains et matériels sont enclenchés avec l'adaptation d'une nouvelle politique sécuritaire et qui se traduit par le nombre important d'arrestations et autres affaires judiciaires en cours de traitement par différents tribunaux de la wilaya.

En matière de lutte contre le crime, 984 affaires ont été enregistrées dont 686 ont été élucidées, soit un taux de 70 % des affaires traitées ; 1015 personnes ont été inculpées

dans ce genre d'affaires (958 nationales et 57 étrangères), 413 individus ont été placés sous mandat de dépôt, 314 ont fait l'objet d'une citation directe et 12 autres mis sous contrôle judiciaire.

Ce même bilan fait ressortir 32 interventions effectuées par ces mêmes éléments, et ce, en matière de lutte contre la contrebande, 32 véhicules, 1473 bouteilles de liqueurs, 1140 litres de carburant et 148 quintaux d'oranges ont été récupérés, soit une saisie de 11.963.518,00 DA. Dans cette affaire, 66 personnes ont été interpellées dont 37 ont été mises sous mandat de dépôt, 26 d'une assignation directe et 3 autres font l'objet d'une instruction judiciaire.

Sur le volet de lutte contre la drogue, les éléments des services de sécurité ne cessent de harceler les réseaux de trafiquants afin d'éradiquer ce fléau qui a pris une proportion alarmante. Pour ce qui est des stupéfiants, 43 affaires ont été traitées d'où il a été procédé à la saisie d'une quantité de 155,19 kg de kif traité, 20 autres affaires de

psychotropes ont été enregistrées et se sont soldées par la saisie de 179 flacons et 60 comprimés, 77 personnes ont été arrêtées dans cette affaire.

Concernant la circulation routière, on note 198 accidents qui ont fait 215 blessés et malheureusement, 14 personnes ont aussi trouvé la mort, 331 permis de conduire ont été retirés, 224 dossiers ont été transmis à la commission de wilaya et 9424 amendes ont été établies. Il y a lieu de signaler que le nombre d'accidents relevé cette année reste stable par rapport à celui enregistré au cours de l'année précédente.

D'autre part, pas moins de 39 opérations de contrôle ont été effectuées par ces services conjointement avec ceux de la BMPJ aboutissant à l'arrestation de 743 individus dont 41 ont été présentés au parquet. Sur un autre volet, 320 personnes de diverses nationalités ont été interpellées pour immigration clandestine, les mis en cause ont été rapatriés vers leurs pays d'origine.

Faïza B.

Le DG des Douanes en visite de travail dans la wilaya d'Adrar

Après une tournée marathon qui l'a conduit à Tindouf, puis à Béchar, M. Bouderbala Mohamed Abdou, DG des Douanes effectuée dans la wilaya d'Adrar une visite d'inspection et de travail. Siôt arrivé, il s'est attelé à la tâche. Personnage immarcescible et eclectique, M. Bouderbala, après avoir pris connaissance des préoccupations du personnel du chef-lieu, s'est rendu avec sa délégation, dans la daïra de Reggane afin d'évaluer sur le terrain les entraves qui constituent un handicap pour un meilleur rendement et permettre aux éléments en place d'assurer la couverture de cette région immense et contrecarrer les opérations de contrebande qui fait ravage. Les résultats enregistrés, comme le précisent MM. Zemmouri et Djellal, directeur régional et directeur du chef-lieu, méritent d'être soulignés. 8000 litres d'essence et 2600 l de gazoil ainsi que 19 800 cartouches de cigarettes et un gros camion ont été saisis. La visite du DG coïncide avec la commémoration du décès des 13 douaniers morts au service de leur patrie. D'importantes réalisations verront le jour. Il est question de la construction d'un nouveau siège à Adrar et à Reggane, de l'acquisition de véhicules neufs et de véhicules préemptés. De nouvelles brigades seront créées à Aoulef, Timimoun, Bordj-Badjj-Mokhtar et Timiaouine pour mettre fin à la prolifération de la contrebande qui sévit dans la région. Ces brigades mobiles seront d'une grande utilité, car elles permettront de couper les points de ravitaillement des contrebandiers. Un cénatorium pour les filles sera réalisé au niveau du chef-lieu. Il est également question de renforcer les brigades existantes de l'ensemble de la région. La formation des agents en informatique, en langue et comptabilité a été également à l'ordre du jour.

Le passage du DG dans la wilaya aura permis de dresser une liste non exhaustive des soucis de l'administration locale qui, grâce aux bons contacts avec les autorités locales, permettra inéluctablement d'apporter un souffle nouveau à la douane et d'améliorer irrémédiablement leurs conditions de vie et de travail.

El-Hachemi